

**SYNDICAT ■ La CGT Finances publiques dénonce les conditions de travail**

## La baisse des effectifs inquiète

Baisse des effectifs, accueil en hausse de la population... la CGT Finances publiques de la Creuse tire la sonnette d'alarme et dénonce des conditions de travail de plus en plus compliquées.

**Sophie Peyrol**

sophie.peyrol@centrefrance.com

La CGT 23 Finances publiques a tenu son assemblée générale vendredi et en a profité pour tirer la sonnette d'alarme sur les conditions de travail des fonctionnaires.

**Une nouvelle journée d'action prévue mi-mai**

La Direction générale des finances publiques (DG-FIP) a perdu 3.000 emplois depuis le début des années 2000 en France. En Creuse, près de 30 % des effectifs ont disparu, et six suppressions de poste sont encore prévues cette année. En septembre, il ne restera donc que 260 agents dans le département.



**ASSEMBLÉE.** La CGT Finances publiques dénonce la stratégie de la DG-FIP. PHOTO MICHÈLE DELPY

Une situation alarmante, alors que la masse de travail, elle, n'a pas diminué... « La direction nous dit d'écourter les conversations téléphoniques et de ne pas faire preuve de romantisme avec les gens à l'accueil. On nous dit d'accepter de ne pas pouvoir faire tout notre travail. C'est une conception particulière », explique Philippe Madec, co-secré-

taire de la section CGT Finances publiques.

Pourtant, les usagers ont toujours autant besoin d'être renseignés. Selon le syndicat, la réception recouvrement a augmenté de 9,83 % entre 2012 et 2013. Le flux du public continue, et beaucoup viennent demander de délais de paiement : une pratique en explosion

pour des contribuables dont la situation financière ne cesse de s'aggraver.

Après la mobilisation du 20 mars dernier – où la Creuse comptait 31 % de grévistes – une prochaine journée d'action devrait avoir lieu mi-mai. Pour la CGT Finances publiques, il s'agit là de se battre pour le renforcement des moyens humains, juridiques et matériels. ■